

informations correspondance ouvrières

Numéro 30

Regroupement inter entreprise

Mai 1961

S O M M A I R E

- | | |
|---|---------------------------------------|
| I COMMENT EXPLIQUER LE REGIME GAULLISTE | VI- DANS LES ENTREPRISES |
| II LES GROUPES CAPITALISTES | VII- DANS LA RUE |
| III- LES TRAVAILLEURS & LES ORGANISATIONS | VIII- DANS UNE ORGANISATION POLITIQUE |
| IV LES IMPLICATIONS INTERNATIONALES | IX - CHEZ LES ETUDIANTS |
| V L'ACTION DU CONTINGENT | X CORRESPONDANCE |

QUELQUES REMARQUES.

Les événements d'avril ont montré que toute tentative pour imposer la poursuite de la guerre d'Algérie se heurterait à une coalition d'intérêts qui se résument provisoirement à De Gaulle. Ce qui est intéressant, ce n'est pas tant le déroulement des faits, mais ce que nous avons pu voir des rapports de force dans la société de 1961.

Ce sont ces mêmes forces qui restent déterminantes quel que soit le gouvernement et qui détermineront l'orientation du régime gaulliste une fois que l'épisode actuel de la crise algérienne sera dépassé. Ecartées un moment les forces hostiles à De Gaulle n'en existent pas moins; unies un moment les forces de soutien à De Gaulle peuvent demain lui contester son pouvoir. La seule défense du régime actuel serait alors un pouvoir de plus en plus autoritaire; il pourrait trouver appui chez ceux-là même qui le combattaient hier. C'est à l'analyse de ces forces que nous avons consacré une partie de ce numéro. L'autre partie est un ensemble de témoignages sur les journées d'avril. Ce numéro reflète donc à la fois les discussions et l'expérience des camarades. Elles doivent aider à la réflexion et à la compréhension de chacun.

comment expliquer le régime gaulliste

La situation actuelle est complexe. Presque tout se trouve ramené à un seul homme: DE GAULLE. Mais différentes tendances paraissent s'exprimer en lui et les explications que l'on peut donner ne laissent pas entièrement satisfaits.

OBJECTIVEMENT, le REGIME GAULLISTE TEND A RESOUDRE EN FRANCE UNE CRISE DES INSTITUTIONS.

Depuis 1945 il y a eu derrière la façade immuable du régime et des jeux politiques traditionnels une transformation profonde de la société française. La modernisation technique dans tous les secteurs (industrie, agriculture, commerce) la concentration, les modifications de structures, ont heurté les intérêts de multiples groupes sociaux (petits paysans, commerçants, artisans), qui tiraient de leur poids électoral une force sans rapport avec leur poids économique réel; dans le régime parlementaire de la 4ème, cela se traduisait par une paralysie de toutes les institutions. La crise algérienne a joué le rôle d'un catalyseur en portant à son paroxysme les contradictions de cette société.

La guerre d'Algérie n'a jamais été un tout en elle-même: si elle a éclaté si elle a duré si longtemps, c'est à cause de cette situation économique politique et sociale. En sens inverse, la persistance de la guerre a accéléré l'évolution, aiguisé les contradictions, accumulé les tensions qui ont éclaté le 13 Mai 1968.

A cette date, une coalition momentanée d'intérêts et de mécontents divers (colons en Algérie - commerçants et paysans en France) se sont retrouvés pour appuyer une force: l'armée que les événements d'Algérie avaient démesurément développée et qui tendait, par suite, à agir de manière autonome, pour ses propres fins.

Mais en même temps, la 4ème République empêtrée dans son immobilisme ne trouvait aucun défenseur dans tous ceux qui, consciemment ou non, (technocrates fraction du patronat, bureaucrates syndicaux, travailleurs,) recherchaient une société plus efficace, plus rationnelle.

LES PARADOXES DU GAULLISME

De Gaulle a été amené au pouvoir par ceux qui s'opposaient à une évolution du capitalisme tant sur le plan intérieur que sur le plan de l'Algérie. Au lieu de défendre ses intérêts menacés, il tend objectivement, à mettre en oeuvre d'une manière autoritaire, un ensemble de réformes qui facilitent l'évolution du capitalisme. C'est le paradoxe du régime gaulliste: il doit son existence à ceux qui veulent l'Algérie Française et la guerre à outrance, et la logique de la situation nationale et internationale lui impose de faire la paix en Algérie. Porté au pouvoir par l'action de l'armée, c'est cette même armée qu'il doit combattre, ce qu'aucun homme politique n'avait pu faire auparavant. Soutenu par des couches "réactionnaires", il porte l'espoir des réformes de structures qui diminueront le pouvoir économique et social de ces classes.

On peut penser que nous nous trouvons dans le type de situation où un seul

Homme peut répondre à de telles contradictions et résoudre de tels paradoxes. C'est qu'à côté de l'aspect logique du gaullisme se pose le côté "magicien" du personnage lui-même qui l'incarne.

Pour les couches rétrogrades, il incarne toujours "l'ordre, la patrie, la grandeur nationale"; il continue à assumer le personnage de toujours, de 1940, de 45, et du 13 Mai: l'homme providentiel. Vis à vis des travailleurs il a incarné et il incarne toujours le seul pouvant mettre un terme à la guerre d'Algérie; vis à vis des couches technocratiques, il incarne l'espoir d'une société bureaucratique et l'autorité nécessaire pour réaliser l'adaptation des structures sociales.

LA CONFIANCE DANS UN SEUL HOMME

Cette situation fait que les relations entre De Gaulle et les différentes classes de la société défient toutes les explications traditionnelles: elles tiennent à la fois de la mystique et de la raison, du rationnel et de l'irrationnel. Il ne s'appuie sur aucun parti de masse, ni sur un clan de l'administration. La "confiance" que les uns et les autres peuvent lui accorder court-circuite les partis et les rapports de ceux-ci avec les classes qu'ils pouvaient tendre à représenter. A cette confiance, ils ne peuvent rien opposer que des critiques négatives, rien de constructif; et encore, ces critiques ne peuvent être radicales parce qu'aucun ne peut ou ne veut envisager dans la situation présente, de remplacer et de faire ce que fait le gaullisme vis à vis de la question algérienne.

Ces rapports de "confiance" se marquent bien dans tout l'appareil d'Etat où à côté de la hiérarchie officielle existe un réseau parallèle qui contrôle l'essentiel formé des gens "fidèles au régime et au général". Cette notion de loyalisme à un homme et à un type de société qu'il incarne est apparue dans toute sa valeur lors des derniers événements: dans l'armée, dans l'administration, à l'U.N.R. et dans d'autres organisations.

Ces rapports font à la fois la force et la faiblesse du gaullisme: sa force parce que l'obéissance inconditionnelle à un seul homme emporte dans certaines situations une unité de décision et une rapidité d'exécution; sa faiblesse, parce que dans la mesure où tout repose uniquement sur quelques "fidèles" il peut être rapidement renversé par une action isolée, si cette confiance vient à lui faire défaut, même s'il s'agit d'une coalition momentanée d'intérêts disparates.

LES PERSPECTIVES DU GAULLISME

Ces rapports font aussi le danger du gaullisme: pour l'équipe et le parti qui entoure De Gaulle, ce qui compte, c'est le pouvoir. Il y a depuis trois ans une tentative constante de donner au gaullisme la "base" qui lui manque; tentatives qui n'ont guère réussi jusqu'à maintenant. Mais précisément, cette confiance, tirée de la guerre d'Algérie, ne mettait pas directement en cause le maintien du régime. La fin de la guerre mettra au premier plan les forces de contestation du régime gaulliste; dans la mesure où l'assise de l'équipe au pouvoir se rétrécira, cette équipe pourra chercher à se maintenir au pouvoir en durcissant le caractère autoritaire. C'est dans

les situations de crise où l'on prend des mesures fortes. Malgré tous ses pouvoirs le gaullisme n'a pas jusqu'à présent usé pratiquement de sa force, parce que ce n'était pas nécessaire. Le gaullisme n'est pas un régime parlementaire. C'est un clan au pouvoir derrière un homme, un clan qui tend, qui tendra en cas de crise à avoir des rapports plus totalitaires avec la société tout entière, un clan qui tendra à conserver le pouvoir en cas de disparition de De Gaulle.

Il y a une logique du gaullisme : fort du "succès" de sa "politique algérienne", De Gaulle continue sur sa lancée et essaie de réaliser ce qu'il traduit par son mythe de la grandeur française. Ce qui se traduit par une tentative de renouveau des structures de la société, par l'intervention de l'Etat. Cette voie logique suppose une intégration du patronat et des syndicats dans l'Etat et d'autre part qu'aucune des classes sociales, soit paysans, ou petits commerçants, soit travailleurs, soit le patronat, ne s'oppose radicalement au gaullisme et vienne lui contester l'exercice du pouvoir. Mais on conçoit mal que syndicats et patronat acceptent de "servir" un clan politiquement marqué à la fois par sa médiocrité et sa corruption.

Les chances de survie du gaullisme, avec ou sans De Gaulle, sont inscrites dans la réalité économique française, et dans le contexte international. Gouvernement autoritaire dans une situation qui le rendait nécessaire, il reste inscrit dans les tendances de l'Etat tant qu'il répondra à ces nécessités. Une crise peut l'ébranler mais aussi le renforcer, mais aussi le remplacer par une autre forme de pouvoir fort. Si une "crise" du gaullisme parait contenue dans son existence même, la voir comme une perspective proche serait mésestimer à la fois le réalisme de De Gaulle (il l'a prouvé dans l'affaire algérienne) et les forces économiques et sociales qui créent les conditions d'un "pouvoir fort" - gaulliste ou autre.

XXXXXXXXXXXXXXXXX

les groupes capitalistes

Dans beaucoup d'entreprises, les directions ont montré lors de la grève du 24 Avril une sorte de neutralité favorable. Dans quelques unes, elles ont eu la même réaction que devant toute grève, allant jusqu'à des sanctions. On peut mesurer les divergences entre les différentes fractions capitalistes ou technocratiques entre l'appel aux armes de Dreyfus pour la défense des usines Renault par des milices ouvrières, et les réactions violentes des journaux boursiers sur les "appels au peuple" du gouvernement.

Dans les milieux d'affaires, dans les hautes administrations, on ne paraissait pas réaliser ce qui se jouait : on "faisait confiance" à De Gaulle pour le maintien de l'ordre. L'affaiblissement de l'équipe dirigeante n'a pas gagné les couches possédantes. Elles n'avaient d'ailleurs rien à craindre d'une prise du pouvoir par les généraux. Ce qui compte avant tout, pour tous, c'est le maintien des privilèges et des conditions présentes d'exploitation dans les entreprises, et pour eux-mêmes qu'ils soient fonctionnaires, ou directeurs d'entreprises, de conserver leurs places. Il importe avant tout, pour tous, de ne pas apparaître liés à une équipe au pouvoir. Comme l'église, les tendances capitalistes ont des "intérêts" dans tous les partis dans tous les clans et ne s'engagent jamais à fond avec personne.

Sans doute De Gaulle a utilisé à maintes reprises des hommes du grand capital (Pompidou, Reynaud, Chalandon). Certains groupes capitalistes, certains groupes technocratiques peuvent voir en De Gaulle l'homme qui permettra la réalisation de certaines de leurs thèses: le rapport Rueff pouvait paraître réaliser la synthèse de la haute finance, du patronat, de l'administration d'Etat, des bureaucraties syndicales. Objectivement, le régime De Gaulle semble devoir réaliser ces réformes de la société française en faveur du développement d'un capitalisme moderne; il peut donc y avoir convergence de méthodes entre celles envisagées par le clan au pouvoir et celles des différents groupes technocratiques; certains hommes (dans le gouvernement ou à l'U.N.R.) peuvent être choisis en raison de cette identité de vues.

PEUT-ON DIRE que DE GAULLE C'EST LA TECHNOCRATIE
C'EST LE GRAND CAPITAL

D'une part on peut affirmer que la fonction du régime gaulliste est de réaliser les réformes de structures nécessitées par le capitalisme français. Mais d'un autre côté, il est évident que De Gaulle n'a pas été placé là volontairement par certains capitalistes pour faire ces réformes. Ce que l'on appelle les capitalistes est très hétérogène; ils comportent, dans la société d'exploitation sur laquelle tous sont d'accord, des forces rétrogrades et des forces progressistes; à part une minorité (hauts fonctionnaires, technocrates "éclairés", patrons "avancés") ils ne se rendent pas compte de ce que sont leurs intérêts réels à long terme. Ils s'attachent plus à des progrès immédiats; chaque fois qu'ils le peuvent, ils préfèrent maintenir un statu quo profitable, que d'entreprendre des réformes audacieuses et incertaines. C'est ainsi qu'ils peuvent être amenés à s'opposer à ceux qui tiennent l'Etat et qui paraissent - à juste titre - leurs meilleurs défenseurs.

Le dernier discours de De Gaulle aborde des questions qui deviennent maintenant beaucoup plus essentielles pour les capitalistes: celle de la planification avec la menace de la rendre obligatoire. Jusqu'à présent les projets du gaullisme dans ce domaine, se sont heurtés à des oppositions qui les ont fait ajourner: le rapport Rueff est resté sans lendemain, le projet de réforme du droit des sociétés avec introduction de la cogestion syndicale a dû être renvoyé dans les cartons. Le patronat peut redouter les mesures autoritaires que le gaullisme pourrait prendre en vertu de sa dynamique propre et qui introduirait des décisions bureaucratiques là où jusqu'à maintenant le jeu traditionnel des "lois" capitalistes permet une évolution en souplesse. Par exemple, dans les rapports patronat-classe ouvrière, les groupes capitalistes craignent que le gouvernement ne cède trop facilement au titre d'un plan social (retour aux 40 heures, 4 semaines de congés payés) ce qu'eux-mêmes ne lâcheraient que contraints et forcés. De même dans l'élaboration du 4ème plan, ils entendent conserver toutes leurs prérogatives, et le contrôle total de son orientation et de son exécution: la manière dont ils sabotent la "collaboration" des syndicats lors de son élaboration, montre bien ce souci de ne laisser à personne d'autre le contrôle de ce qui est pour eux l'essentiel.

Le capitalisme n'amène un pouvoir fort que lorsqu'il se trouve dans une situation de crise: la guerre d'Algérie a illustré cette constatation; mais après la paix, cette nécessité n'est plus du tout évidente. Il n'y a même plus la récession comme en 1959 pour justifier une intervention plus poussée de l'Etat. Au contraire, à part quelques secteurs limités (automobiles) le capitalisme français est en pleine expansion depuis 1958, et les transformations de structures s'accomplissent plus par le jeu des mécanismes financiers et économiques que par les décisions de l'Etat.

Un conflit possible du gaullisme peut donc s'exprimer avec le capitalisme: conflit non ouvert, mais opposition à toutes les mesures autoritaires que De Gaulle devrait prendre pour conserver ses traits " progressistes " que lui prêtent les couches technocratiques et même une fraction des travailleurs. C'est cette opposition qui a émasculé toutes les décisions économiques du gaullisme. Poussé par sa propre logique, poussé par certaines revendications ouvrières et le souci de conserver le lien avec les " masses " mais d'un autre côté contrôlé par les groupes capitalistes dominants, le gaullisme dans sa structure monolithique actuelle risque de se trouver en situation de crise.

Mais cette opposition n'est pas fondamentale: une fraction du capitalisme peut comprendre finalement ce que représente le gaullisme, et en cas de crise, il peut même représenter son meilleur rempart contre les travailleurs.

les travailleurs et les organisations

Tout a été dit sur la grève de 9 millions de travailleurs: " soutien " à De Gaulle selon les uns; " contre le fascisme " selon les autres.

Pour une grande majorité de travailleurs le coup des généraux ne contenait pas directement une menace: ils nous émerdent disaient la plupart, sans qu'on sache trop si cela concernait la fin de la guerre d'Algérie, ou une menace éventuelle dans leurs conditions de vie. Pourtant la grève d'une heure du 24 Avril a été différente du 1^{er} février 1960. Une minorité a participé aux manifestations organisées par la C.G.T et le F.C. avec les mots d'ordres confus traditionnels. Une poignée a essayé de donner à des manifestations un caractère moins ambigu. Des camarades isolés ont essayé, incompris de tous, d'exprimer en travaillant leur refus de " faire la grève " pour De Gaulle.

Dans les grosses entreprises, il était courant d'entendre des discussions exprimant à des degrés divers les préoccupations: comment se défendre, des critiques sur les mesures gouvernementales. Une minorité parlait de se battre, mais consciente que si elle devait le faire, c'était avec ses armes, et pour elle-même. Il était pourtant difficile de faire dans tout ceci la marge de " confiance " à De Gaulle, pour " rétablir l'ordre ", et la déroute des généraux a amené un soulagement semblable à celui du lendemain du référendum chez ceux qui avaient voté non ou qui s'étaient abstenus.

Ceux qui paraissaient décidés à lutter ne mettaient pas en avant des considérations politiques, mais des menaces: la continuation de la guerre d'Algérie, la transformation des conditions de vie, une sorte d'appréhension vague de l'avenir. Cette résistance différente et en quelque sorte active, les syndicats l'ont reflétée dans la diversité de leurs mots d'ordre, différenciés selon les secteurs. Chez Renault, la grève fut pratiquement effective toute la journée; depuis longtemps un tel meeting n'avait pas eu lieu dans l'usine: et ce n'est pas tous les jours qu'un défilé, même contrôlé par les syndicats groupe 30.000 métallos parcourant les rues de Boulogne.

Dans de nombreuses usines de banlieue, des débrayages furent effectifs tout au long de la journée. A Paris, dans des villes de province, des manifestations plus ou moins importantes. Pour limité que soit tout ceci, les syndicats ont dû répondre, tout en l'encadrant, à une certaine poussée des travailleurs.

Patronat et gouvernement se sont rapidement rendu compte que la grève nationale ne signifiait nullement l'unanimité nationale et la paix sociale. Malgré quelques manoeuvres syndicales pour faire reporter les mouvements revendicatifs en cours, ceux-ci ont rapidement repris un élan momentanément ralenti. La journée revendicative de Mai montrait que les travailleurs, cheminots, fonctionnaires, étaient décidés à aller plus loin que les mots d'ordre volontairement vagues et limités des centrales.

Mais pour amples que soient ces mouvements- portant uniquement sur une revendication de salaire, exprimant par leur combativité le refus d'un ordre où les cadences et la productivité sont de plus en plus les maîtres- ils n'en constituent pas une contestation du pouvoir gaulliste. Et la revendication économique et sociale directe ne dépasse pas la lutte pour des "aménagements".

Sur un plan plus profond, que l'on ne peut connaître que de l'intérieur des entreprises, la revendication latente des travailleurs paraît s'exprimer dans une contestation profonde, mais non formulée, de l'autorité patronale, sans que cela prenne la forme exprimée et positive d'une revendication de pouvoir social dans l'entreprise. Les propositions gouvernementales de co-gestion, les tentatives syndicales de renforcement du pouvoir des sections syndicales d'entreprises, expriment autant une revendication des organisations elles-mêmes d'un pouvoir pour elles-mêmes qu'une réponse à une revendication profonde des travailleurs. Tentatives d'utiliser un courant profond des travailleurs pour mieux dominer ceux-ci et les intégrer dans la société bien sûr, mais la forme prise tant par les "réformes" gouvernementales que par les "revendications" syndicales ne peuvent être que le reflet d'une réalité qu'ils essaient de détourner à leur profit.

Il est typique de constater dans les luttes de la Thomson par exemple que les responsables syndicaux entraînent les travailleurs sur le thème: "nous ne voulons pas être le service social du patron". Or, dans les entreprises, très souvent les délégués n'étaient pas autre chose depuis 15 années. Dans les plaintes des bureaucrates syndicaux d'être placés toujours devant le fait accompli, il y a la revendication d'un pouvoir social, pour eux bien sûr, mais qui répond à la même revendication chez les travailleurs. Jusqu'à maintenant les syndicats ne s'en plaignaient pas; si telle était la situation dans les entreprises, ce n'était pas le cas dans la 4ème, dans leurs rapports avec l'Etat. Leur lien avec les partis leur réservait un pouvoir d'intervention et de participation. Le gaullisme a balayé tout cela: il a coupé les syndicats totalement de leur base en créant des rapports directs entre le pouvoir et les différentes classes sociales. Les syndicats à l'extrême n'ont plus dans le régime tel qu'il existe actuellement que la perspective d'être des "serviteurs" fidèles, ou disparaître. Or, ils ne peuvent être ni l'un ni l'autre; de plus il y a présentement une certaine relève à l'intérieur des syndicats, au profit des éléments sortis du rang depuis la guerre, qui revendiquent pour une société bureaucratique un partage du pouvoir pour les organisations. Mais un partage qui leur donne à la fois un pouvoir réel et préserve leur autonomie. Une intégration dans la société capitaliste sans aucun doute, mais non une inféodation à un régime.

tenir une place essentielle. Nous nous y sommes référés à différentes reprises, mais ils nécessiteraient une étude particulière, que nous ne pouvons faire ici: aspects déterminants de l'intervention américaine dans l'éclatement et l'évolution du coup d'Alger, influence de la politique russe sur l'attitude du P.C., à l'égard du gaullisme, prolongement des groupes nationaux, par des groupes internationaux insertion de De Gaulle et de sa politique dans la "coexistence pacifique", aspects internationaux de la guerre d'Algérie.

Ce qui est important, c'est de ne jamais perdre de vue la place qu'ils tiennent dans les événements, même en apparence purement intérieurs à la France.

En ceci, ils conditionnent aussi les luttes ouvrières et notre propre lutte.

XXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXX

l'action du contingent

Si l'action des généraux a été influencée par des facteurs mal connus (intervention américaine) leur débandade si rapide a été essentiellement le fait du contingent. Résistance passive d'abord, puis active: confuse d'abord avec des actions divergentes pour basculer finalement "derrière DE GAULLE"; éliminant les chefs, se donnant des chefs sortis du rang, pour obéir finalement aux ordres du gouvernement et des chefs "loyalistes".

Ce n'est pas amoindrir la portée de cette révolte contre l'autorité que d'insouligner les ambiguïtés en même temps que les traits positifs. Car c'est ce même contingent qui fait la guerre depuis sept ans, qui, dans ces circonstances, a affirmé qu'il refusait de la continuer.

Ce ne fut à la base, nullement une révolte "politique": la prise du pouvoir par les généraux, cela signifiait la poursuite de la guerre; c'est la rage de rester en ALGERIE, d'être isolés de la métropole, d'une aventure qui bouleverserait tout, c'est ce sentiment qui a tout entraîné.

Mais rapidement la résistance passive a pris spontanément toutes les formes de réactions contre les chefs favorables aux généraux:

" J'ai vu les officiers ultras enfermés dans leur bureau" (F.O. 4/5/) (I)

"Samedi 8h45- Au P.C. je cherche à savoir quelle est la position de nos officiers. On paraît hésiter. On semble guidé par l'intérêt: si ça réussit, alors? -Mais si ça ne réussit pas?...- Lundi 8h: la mesure

(I) pour la commodité du texte nous ne citons les journaux que par leurs initiales C.E. (Canard enchaîné) - E. (Express) - F.O. (France-Observateur) F.S. (France-Soir) H (humanité).

est comble pour les gars qui commencent à tempêter contre "ces fous, ces cinglés, ces fumiers de généraux. Cette fois au moins, on va lutter." (E.4.5.6I).

" Lundi, 17h45: Je rencontre une patrouille d'un autre régiment. On s'interroge. Eux, les gars du contingent, se sont tous réunis d'eux-mêmes, ce matin dans leur cour de quartier et on attendu leur commandant de pied ferme. A son arrivée, une délégation lui a demandé de venir exposer sa position: le travail ne reprendrait qu'après. Sa réponse a été fidélité au gouvernement." (E.4/5/6I)

" De Sétif: l'après-midi, les soldats de la 69 C.R.D. ont mis leur capiteaux aux arrêts. Devant notre volonté les officiers ont décidé de ne pas se rallier à Challe. C'est bien la première fois que des appelés ont fait la loi à un général.

" De Sétif également: "plusieurs officiers voulaient trahir, dont un général. Apprenant cela, les appelés de la 69 C.T., de la 69 C.R.D., etc ont refusé d'obéir à leurs ordres. Ils ont conspiré un colonel qui venait parler de l'Algérie Française." (H.4/5/6I)

" Cela ne se limite pourtant pas là. C'est contre l'armée et sa discipline absurde que les réactions s'étendent.

"De Constantine: Les zouaves d'une unité se sont assis par terre devant l'officier auquel ils devaient rendre les honneurs (H.4/5/)

"D'Oran, la Sénia: Dès le dimanche dans les rues, au passage des colonels le contingent ne salue plus. (H.4/5/)

" A la base de Maison-Blanche, les aviateurs ont répondu par le chant de l'Internationale aux pressions exercées sur eux, afin qu'ils coopèrent avec les généraux factieux. Sans doute s'agit-il là d'un cas extrême, mais qui n'est pas sans signification. (H.28/4/)
(ailleurs c'est par la Marseillaise que les gradés se sont fait recevoir)

En même temps la rage des gars du contingent se tourne contre la guerre elle-même, et ceux qui la symbolisent: les pieds-noirs; il y a un renversement spectaculaire, qui tout d'un coup anéantit la guerre: soldats et arabes se sentent frères contre le même ennemi:

"Dimanche: la nuit: ici aussi l'affaire devient passionnelle: on ne parle que de buter. La haine de l'armée se déchaîne, et, plus grave, on s'en prend de plus en plus aux "pieds noirs". - 9h30: notre quillard, en plein quartier musulman, braille: "les pieds noirs à la mer". Il est particulièrement excité et difficile à calmer. - Reste plus guère de drapeaux. Un gars de "Ch'Nord" - je n'approuve pas ce geste - se plantait devant les gens qui épinglaient leur drapeau et demandait: "où que c'est-y que vous êtes nés, à Valenciennes, ou à Madrid?" La tension rend les gars très durs avec les pieds-noirs." - "Les pieds-noirs sont cocorés, pas un regard pour eux, un sourire pour chaque musulman. On traverse leur quartier l'arme à la main, chargeur en place. A l'entrée du quartier musulman, lentement, ostensiblement, on retire les chargeurs, on met la carabine à l'épaule. Il y en a un qui s'est arrêté pour nous regarder faire, alors on lui a dit :

-II-

"Qui c'est les rebelles, maintenant, hein?... " et on s'est barré en sifflotant. " (E.4/5/).

Mais cette attitude passive, se transforme aussi rapidement en attitude active, où vont de pair la mise hors d'état de nuire des cadres favorables au coup d'Alger, le sabotage ou la prise en main du matériel:

"De Bône: les officiers s'étant montré d'accord avec la rébellion, les soldats les ont mis en cabane, et c'est un sous-lieutenant appelé qui a pris les commandes" (H.4/5/)

"Les 140 hommes de la compagnie du C.G. envahissent le magasin d'armes et s'emparent de fusils. Le capitaine et le sous-officier font irruption dans leur chambre pour récupérer les armes. Ils ont la mitraillette au poing, mais ils sont assommés et désarmés. Une heure plus tard, cependant sous le commandement d'un caporal chef du contingent, l'armement est réintégré en ordre au magasin." (F.S. du 3/5/)

À Blida, les jeunes mécanos de la base rendirent les appareils et les pistes inutilisables (H.5/5/). Dès dimanche et lundi, des avions de transport ont été sabotés à l'aérodrome de Maison-Blanche pour les empêcher de décoller avec des parachutistes. (H.27/4)

Dans d'autres coins, il y a des troupes qui n'y sont pas allés avec le dos de la cuillère. Ils ont tout simplement mis au trou les officiers qui étaient pour Challe et qui le disaient. Dans une compagnie, pas loin d'ici, il n'est resté à l'air libre, qu'un pauvre sous-lieutenant (C.E. 3/5/)

"Dans plusieurs casernes les soutes à essence ont été verrouillées et les clés "perdues" (F.O. 4/5/)- Les murs d'un bâtiment sont couverts d'inscriptions hostiles au coup de force, ce qui provoque l'intervention d'un capitaine du 1er R.E.F. Mais les soldats, loin de se laisser intimider par l'officier factieux, lui administrent une correction. (H.4/5/)

Cette action spontanée, elle est retracée par cette déclaration:

"Quelques jeunes soldats sont venus me voir et nous sommes allés sur les hauteurs d'ALGER. Ils m'ont déclaré qu'il était désormais impossible pour eux de revenir en arrière. Ils avaient fait trop de choses: conspué un général, enfermé pendant quelques heures un colonel, refusé de présenter les armes à des officiers, crié: "Vive De Gaulle", tandis qu'on lisait le message de Challe, diffusé les discours du Chef de l'Etat, mis de l'eau dans les autos mitrailleuses, peint la croix de Lorraine sur tous les drapeaux du cantonnement. Sur douze de leurs officiers, seul un capitaine est resté loyal, mais il a été contraint de s'enfuir. (E. 4/5/)

Et cette appréciation donne le ton:

"Parlant de ces soldats, un officier factieux dit aux journalistes:
"les appelés ne se limitent plus à une sorte de grève perlée, dans certains coins, ils sont même prêts à prendre les armes. Nous n'y comprenons rien" (H.27/4)

Avant même que De Gaulle lance son appel à la "désobéissance", dimanche soir, plus généralement après cet appel, là où les cadres sont éliminés, des organisations spontanées se mettent en place: elles ne sont pas le résultat d'une action concertée depuis longtemps par une organisation (P.C. ou autre), elles intègrent parfois des officiers "loyalistes", certaines de ces organisations vont très loin, d'autres au contraire se bornent à remplacer les cadres "défaillants".

"En Afrique du Nord, des casernes et des cantonnements furent, dans les heures qui précédèrent la débandade des matins, pratiquement "gouvernés" par des "conseils de soldats et sous-officiers du contingent (Informations et Conjonctures II/5/)

"Dans la soirée de lundi, de jeunes soldats du 7^e régiment de zouaves, ceux-là mêmes qui devaient le lendemain chasser les factieux d'ALGER, tiennent un véritable meeting de protestation à la caserne d'Orléans où ils sont cantonnés (H.27/4).

C'est au début de l'après-midi de lundi qu'a été lancé le mot d'ordre d'un arrêt complet du travail dans toutes les unités à Constantine; A l'origine de ce mot d'ordre, il y avait un comité composé de sous-lieutenants, de sous-officiers et soldats du contingent. Près de 25.000 tracts furent distribués en 24 heures aux soldats de la garnison.(F.O.4/5/)

"A 20 heures, les responsables du contingent tiennent une réunion dans un endroit du quartier Welvert, un endroit qu'aujourd'hui encore, ils ne veulent pas révéler. La clandestinité s'organise. Ils sont une trentaine. L'entrée de la pièce est gardée par des hommes en armes. Un véritable ordre du jour est envoyé à Paris par les transmissionnistes de l'aviation. Il commence ainsi: " le contingent communique..." Il est adressé au général De Gaulle. C'est un message de fidélité et aussi la requête d'ordres précis." (F.S.4/5/)

Des liaisons sont établies: " Ces gars ont l'air fermement décidés et me parlent encore d'une rencontre de sous-officiers appelés à l'échelon de la garnison ainsi que de contacts avec les marins. (E.4/5/)

Des actions offensives envisagées: " C'est le mardi que la situation est la plus tendue. Dans la matinée, deux actions directes sont envisagées pour la nuit suivante. L'une pour reprendre l'antenne et les studios de la radio, les cadres seront fournis par l'aviation et les troupes par le contingent. (F.S. 4/5/)

Ce qui est le plus net, c'est à la fois cette organisation spontanée, mais en même temps l'alignement derrière une légalité, celle de De Gaulle - symbolisant la fin de la guerre (instrument provisoire et non définitif d'une volonté collective).

"Ces"chefs de file"affirment aujourd'hui encore : " nous n'avons jamais représenté l'anarchie ni la révolution, mais seulement une autorité de fait. Nous nous sommes efforcés de nous raccrocher à une autorité supérieure dès que nous l'avons pu. Celle du général Lennuyeux le lundi, celle du général Ailleret le mardi, celle des préfet et sous-préfet le mercredi (F.S. 3/5/)